

LE PRIX DES MATIERES PREMIERES

Stables depuis près d'un an, les prix en francs des matières premières alimentaires importées enregistrent en moyenne au second trimestre 1988 une hausse de 10 %, provoquée par les aléas climatiques pesant sur la récolte américaine de soja. Les marchés du café et du cacao se confirment excédentaires. Seuls les corps gras et les aliments du bétail (tourteaux) pourraient enregistrer une hausse de leurs prix ; l'impact en France en serait toutefois limité grâce au développement de la production nationale (tournesol, colza).

La remontée des cours des matières premières industrielles se poursuit sans discontinuer depuis plus d'un an ; elle a gagné tous les produits sauf le minerai de fer. Attisés par une demande plus vigoureuse qu'attendu dans l'automobile et la construction immobilière (surtout au Japon), les cours des métaux non ferreux, du caoutchouc et de la pâte à papier s'accroissent début 1988. La forte demande de produits intermédiaires crée des tensions sur les capacités (acier, aluminium, pâte à papier) qui pourraient maintenir des prix encore élevés au second semestre. Sur les seules fibres textiles naturelles, la hausse des cours pourrait atteindre 60 % sur deux ans.

Au total, la hausse des cours des matières premières industrielles et alimentaires approcherait de 25 % sur deux ans.

Prix du pétrole										Niveaux	
	Niveaux trimestriels								Niveaux annuels		
	87.1	87.2	87.3	87.4	88.1	88.2	88.3	88.4	1987	1988	
\$ en F	6,1	6,0	6,1	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7	6,0	5,7	
PETROLE											
Baril de "BRENT" en \$	17,9	18,7	19,1	18,1	15,9	16,6	16,5	16,5	18,5	16,4	
Baril importé en \$	17,4	18,2	18,8	18,3	16,2	16,5	16,5	16,5	18,1	16,4	
F/tonne	782	806	846	774	675	690	690	690	800	685	

Prix de l'énergie et des matières premières importées en francs

	Evolution en %													
	Glissements trimestriels								Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.1	87.2	87.3	87.4	88.1	88.2	88.3	88.4	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Energie	7,5	2,4	5,9	-7,1	-7,9	0,7	2,0	1,5	-54,8	8,4	-7,0	-50,0	-11,6	-9,5
Pétrole	18,7	3,1	5,0	-8,5	-12,8	2,2	0,0	0,0	-59,5	17,5	-10,9	-58,0	3,2	-14,4
Mat. premières industrielles	-4,3	6,3	9,0	0,6	4,2	13,0	7,5	0,0	-11,0	11,7	27,5	-23,0	4,2	26,5
Mat. premières alimentaires	-16,4	3,2	0,0	3,2	-1,0	10,0	4,0	-9,0	-21,3	-11,0	4,0	-20,3	-22,9	9,5

LE PRIX DES MATIERES PREMIERES

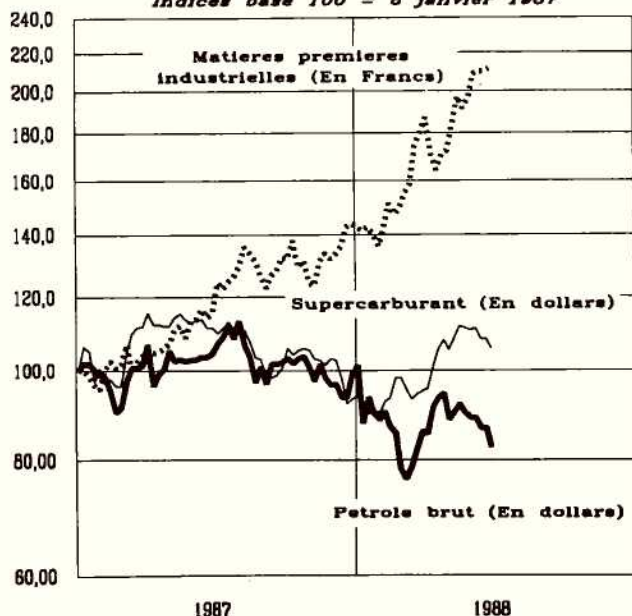
Selon l'Agence Internationale de l'Energie, la consommation mondiale de produits pétroliers augmenterait de 2,1 % en 1988 après 1,7 % en 1987. Son niveau au second semestre 1988 se situera autour de 50 millions de barils/jour soit 4,5 % en deçà du record de 1979. L'accélération viendrait de l'OCDE où s'exprime une importante demande de carburants (+ 2 % en 1988 après 1,5 % en 1987). Les besoins de la zone hors OCDE, qui représentent le quart de la consommation mondiale (hors Pays de l'Est), augmenteraient de 2,5 % comme en 1987.

L'hiver rigoureux sur l'Amérique du Nord a allégé les stocks pétroliers de l'OCDE de 1,4 million de barils/jour au premier trimestre. Depuis, l'accélération de 1 million de barils/jour de la production de l'OPEP engendre au second trimestre un restockage trimestriel de 1 à 1,5 million de barils/jour, compte tenu du repli saisonnier de la consommation. Ainsi, les stocks de l'OCDE qui étaient au 1er avril de 100 jours de consommation, seraient au 1er juillet de 102-103 jours.

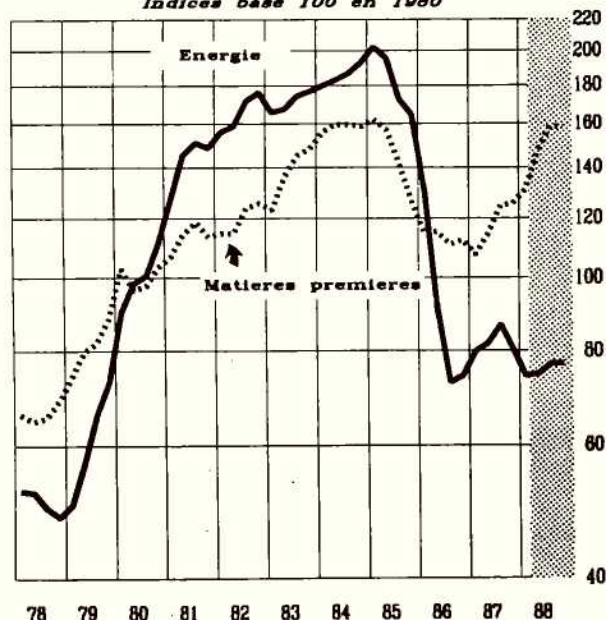
La demande prévue au second semestre (19 millions de barils/jour adressée à l'OPEP) permet le maintien de la cadence d'extraction actuelle (18,5 millions de barils/jour en avril et mai). Sauf ralentissement temporaire de la production, les stocks accumulés pèseront sur les perspectives de redressement des prix.

Au total, en l'absence de mesures destinées à réguler la production de l'OPEP, et malgré une forte demande, le prix mondial du pétrole brut devrait rester stable, aux environs de 16,5 \$/baril, en fin d'année (du point de vue français, le prix du pétrole importé serait alors en 1988 en retrait de près de 15 % sur son niveau de 1987). En revanche, les tensions sur la demande ont ravivé le prix des carburants depuis le début de 1988.

**Cours hebdomadaires
des matières premières et
des produits pétroliers**
Indices base 100 = 6 janvier 1987



**Prix de l'énergie
et des matières premières
industrielles en Francs**
Indices base 100 en 1980



LES COÛTS ET LES PRIX DE PRODUCTION

Les coûts d'exploitation et les prix de production dans l'industrie manufacturière

	Glissements semestriels										Moyennes annuelles				
	84.I	84.II	85.I	85.II	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1984	1985	1986	1987	1988
Coût des consommations intermédiaires	5,4	4,0	2,8	-0,1	-2,2	0,1	1,6	1,6	1,9	2,8	10,8	5,6	-1,9	1,8	4,0
Coût salarial	2,9	0,4	2,2	1,4	-0,8	0,8	-1,4	-1,3	-1,2	0,5	4,3	3,7	1,2	-1,5	-2,5
Coût unitaire d'exploitation	4,7	3,0	2,7	0,3	-1,9	0,3	0,9	0,9	1,2	2,2	9,1	5,1	-1,1	1,0	2,4
Prix de production	4,3	3,2	3,2	1,1	0,1	0,1	0,8	1,2	1,4	2,2	8,8	6,0	1,2	1,1	2,9

LES COÛTS ET LES PRIX DE PRODUCTION

Les coûts unitaires d'exploitation de l'industrie manufacturière, qui ralentissaient depuis plusieurs années, ont baissé en 1986. A partir de 1987 la tendance s'est renversée et ces coûts augmentent à nouveau.

De 1981 à 1984, le ralentissement s'explique en grande partie par l'évolution du coût salarial, dont la contribution à la hausse des coûts d'exploitation, supérieure à 4 points en 1980, n'est plus que de 1 point en 1984. En 1985 et 1986 le principal facteur est le ralentissement du coût des consommations intermédiaires : sa contribution au coût d'exploitation passe de 8 points en 1984 à 4 points en 1985 et devient négative (- 1 point) en 1986. En 1987, pour la première fois depuis au moins 1970, le coût salarial contribue négativement (- 0,8 point) à l'évolution du coût d'exploitation. Par contre le coût des consommations intermédiaires augmente. Ainsi en glissement au cours de 1987 le coût d'exploitation unitaire croît de 1,8 %.

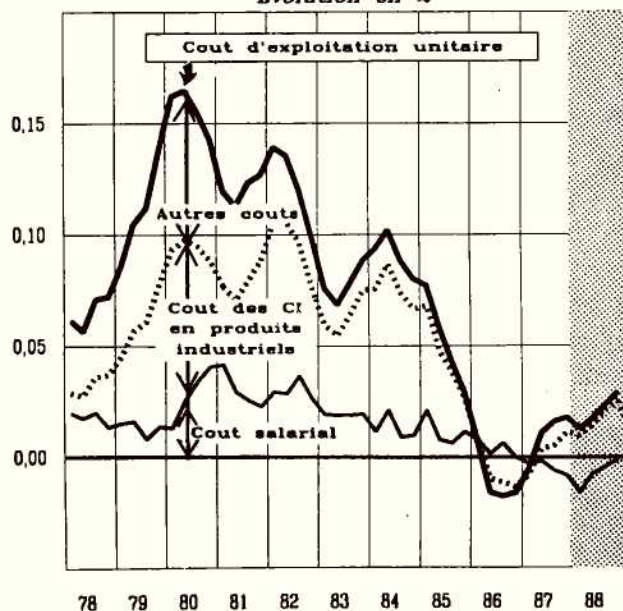
En 1988 la hausse du prix des matières premières importées devrait entraîner une hausse du coût des consommations intermédiaires. Après une baisse au premier semestre (due à des gains de productivité élevés), le coût salarial devrait augmenter en fin d'année. Au total le coût unitaire d'exploitation augmenterait de 3,4 % en glissement en 1988.

Parallèlement à l'évolution des coûts, on a observé une décélération des prix de production de 1983 à 1986. L'accélération des coûts a dans un premier temps conduit à une compression des marges qui, en l'absence de forte pression de la part des concurrents étrangers, a ensuite été rattrapée. En 1988, le taux de marge de l'industrie manufacturière devrait se stabiliser au niveau atteint à la fin du premier semestre.

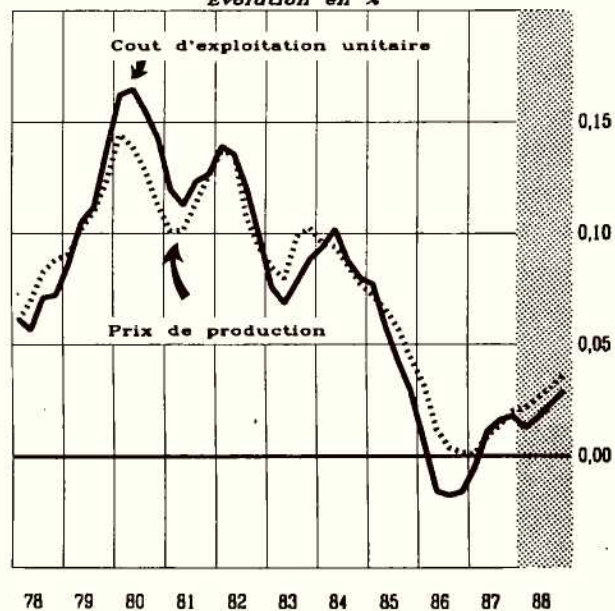
Taux de marge des SQS
Niveau en %



Contribution aux coûts de l'industrie manufacturière
Evolution en %



Coût et prix de production dans l'industrie manufacturière
Evolution en %



Source : Comptabilité nationale trimestrielle

LES PRIX DE DETAIL

Les prix de détail													%
Groupes de produits (et pondérations 1988)	Glissements semestriels 1/						Glissements annuels 1/			Moyennes annuelles 2/			
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1986	1987	1988	1986	1987	1988	
Alimentation (23%)	0,8	1,7	0,8	0,6	0,7	1,1	2,5	1,4	1,8	3,5	1,8		
Produits manufacturés du secteur privé (33%)	2,5	2,0	1,6	0,5	1,3	1,5	4,5	2,1	2,8	5,0	3,3		
Services du secteur privé (18%)	2,5	2,5	5,2	2,4	2,9	2,3	5,1	7,8	5,3	5,0	7,8		
Energie (9%)	-9,0	-6,0	1,2	-0,7	0,5	1,2	-14,5	0,5	1,7	-12,7	-3,1		
Autres tarifs publics (5%)	4,4	0,6	1,1	0,9	2,4	1,3	5,0	2,0	3,7	4,4	2,8		
Loyers-eau (8%)	3,0	2,0	3,3	2,9	3,1	2,8	5,1	6,2	6,0	5,7	5,5		
Santé (4%)	2,0	0,7	1,4	1,1	3,1	0,6	2,7	2,5	3,7	2,9	2,1		
ENSEMBLE (100%)	1,0	1,1	2,1	1,0	1,6	1,6	2,1	3,1	3,2	2,7	3,1	2,7	
Ensemble hors énergie (91%)	2,1	1,8	2,2	1,1	1,8	1,6	4,0	3,3	3,4	4,5	3,8		

1/ Les glissements semestriels ou annuels sont ici des glissements en termes mensuels (c'est-à-dire, pour les glissements annuels, de décembre de l'année précédente à décembre de l'année indiquée).

2/ La prévision de l'indice moyen annuel pour 1988 repose sur la prévision d'évolution de l'indice mensuel d'ici à la fin de l'année, mais ne tient pas compte de la correction pour produits frais : celle-ci ne peut être effectuée que lorsque l'indice détaillé de décembre est disponible. Sur les cinq dernières années cette correction a été nulle en moyenne, mais a pu atteindre 0,2 point (en plus ou en moins) certaines années.

L'année 1987 pourrait avoir vu l'arrêt de la période de ralentissement de l'inflation qui a débuté en 1982 : le glissement sur douze mois de l'indice des 296 postes se relèverait en effet progressivement en 1988. De décembre 1987 à décembre 1988, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni baisse du prix du pétrole ni nouvel abaissement de taux de TVA, l'augmentation de l'indice serait de 3,2 %, hausse répartie également entre les deux semestres. En moyenne annuelle toutefois, la hausse serait plus faible d'environ 1/2 point.

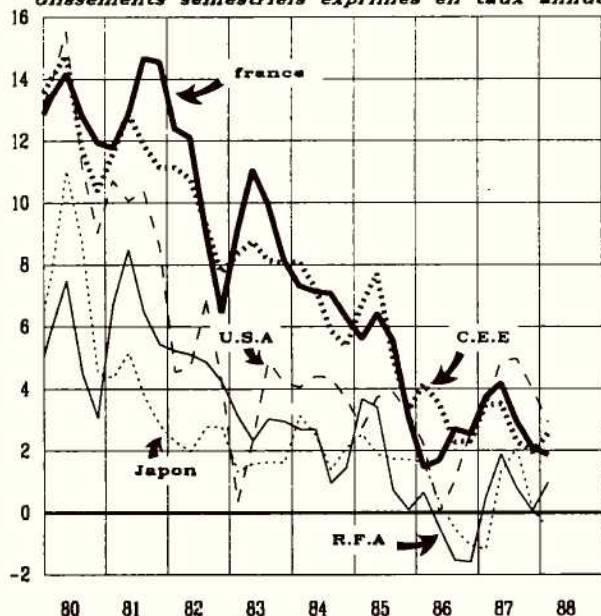
La hausse du premier semestre, sensible surtout en avril, tient notamment à des augmentations de certains tarifs publics (dont le tabac pour 0,2 point) ; celle du second semestre, qui se manifesterait plus particulièrement en juillet et à la rentrée, reflèterait à la fois une augmentation différée des tarifs énergétiques (gaz et électricité) et une légère accélération des prix de détail des produits manufacturés du secteur privé.

Cette hausse un peu plus forte des prix de détail des produits manufacturés au second semestre tiendrait à la remontée des prix des matières premières importées depuis début 1987. La hausse que celle-ci a induite sur les coûts d'exploitation n'a, dans un premier temps, été que partiellement répercutée dans les prix de production du fait des délais d'ajustement de ces derniers ; mais il ne semble plus que tel soit le cas au cours des trois derniers trimestres connus (et notamment au premier trimestre 1988, où la hausse des prix de production pour l'industrie manufacturière a excédé de 1/2 point celle des coûts d'exploitation). Nous avons supposé que, d'ici la fin de l'année 1988, les taux de marge n'augmenteraient plus au stade de la production et seraient légèrement pincés au stade de la distribution, les commerçants de détail faisant face à une demande moins soutenue alors que leurs stocks sont importants. Ainsi, sur l'année 1988, la hausse des prix de détail des produits manufacturés du secteur privé ne serait supérieure que de 0,1 point à celle qui aurait été observée sur l'année 1987 en l'absence de baisse de TVA.

L'écart d'inflation avec nos principaux partenaires resterait cependant faible : l'augmentation du prix des matières premières importées les affecte également, tandis que les hausses de coûts salariaux restent plus modérées en France.

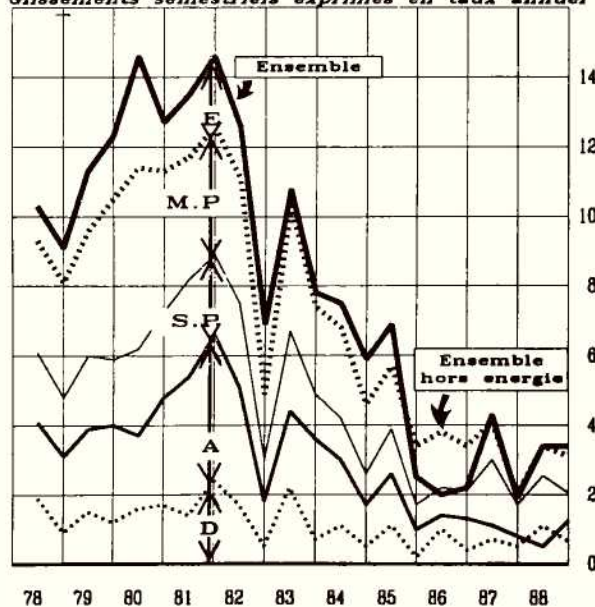
Prix de détail

Glissements semestriels exprimés en taux annuel



Contributions a l'indice des prix de détail

Glissements semestriels exprimés en taux annuel



- E : Energie
- MP : Produits manufacturés
- SP : Services du secteur privé
- A : Alimentation
- D : Loyers, eau, tarifs publics, santé

Le partage des cotisations sociales

La rémunération des salariés correspond à une optique "coût salarial" de l'employeur et non "revenu disponible" des salariés. Elle enregistre l'essentiel de ce que les employeurs versent comme charge d'exploitation (coût du facteur travail 1/), et constitue pour les ménages une ressource primaire affectée elle-même de transferts.

La rémunération des salariés se subdivise en salaires et traitements bruts, cotisations sociales effectives à la charge des employeurs, cotisations sociales fictives.

Dans les comptes nationaux trimestriels, la ventilation entre les cotisations qui sont à la charge des employeurs et celles qui sont à la charge des salariés est issue d'un calcul qui privilégie les encaissements de cotisations par les organismes de sécurité sociale et les cotisations dues par les salariés (masse salariale x taux de cotisation). Les cotisations à la charge des employeurs sont donc égales à la différence entre encaissements et cotisations à la charge des salariés.

Les incertitudes sur la masse salariale se retrouvent dans le partage des cotisations sociales et donc dans le partage entre les charges d'exploitation des unités de production et le revenu disponible des ménages.

1/ Le coût du facteur travail doit intégrer en plus de la rémunération des salariés, les impôts sur les salaires et la main d'oeuvre, les versements au titre de la participation, une partie des transferts courants divers (R69), une partie des transferts en capital. Une analyse par sous-secteur d'activité devrait en outre retenir les services de travail temporaire, produits globalement par l'activité "études, conseils et assistance" et consommés intermédiairement par les activités utilisatrices.

Contribution à la hausse des cotisations sociales reçues par les organismes de sécurité sociale (en moyenne annuelle)

	1987		1988	
	cotisations employeurs	cotisations salariés	cotisations employeurs	cotisations salariés
Augmentation de l'assiette des cotisations 1/	3,75	3,75	4,1	4,1
Effet de relèvements de plafond	0,25	0,15	-0,4	-0,3
Effet des hausses de taux en 1987	0,2	4,8	0,0	0,0
Effet des hausses de taux en 88 et reconduction des mesures 87	0	0	0,2	3,2
Divers (décalages comptables, imprécisions statistiques,...)	-0,1	0	0,3	0
Evolution des cotisations sociales reçues par les organismes de sécurité sociale	4,1	8,7	4,2	7,0

1/ Masse salariale des ENFNA hors GEN

LE REVENU DES MENAGES

La croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages ne serait que de 0,8 % en glissement sur l'année 1988 contre 1,9 % un an avant. Ce ralentissement intervient après d'assez forts gains de pouvoir d'achat dans la seconde moitié de l'année 1987 conduisant ainsi à une croissance en moyenne annuelle de l'ordre de 2 % en 1988 après 1 % en 1987.

Ce profil se retrouve sur le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux :

- le glissement des prix a atteint un minimum au second semestre 1987 (1 % soit guère plus qu'au premier semestre 1986 point d'impact de la baisse des prix de l'énergie) ;
- des mesures de rappel ont bénéficié en fin d'année 1987 aux actifs et aux pensionnés de la fonction publique.

Au premier semestre 1988, les ménages bénéficient d'un abaissement des taux du barème de l'impôt sur le revenu. Au second semestre par contre, le paiement du solde aurait un effet négatif sur la croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible.

Par ailleurs, l'année 1988 connaît une reprise de la croissance des prestations maladie, le plan Seguin ayant permis de réduire leur rythme de croissance au cours du premier semestre 1987, leur niveau restant ensuite inférieur à ce qu'il aurait été en l'absence de ce plan.

En nominal, le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) pourrait augmenter plus en 1988 qu'en 1987 (près de 4 % en glissement après 3,5 % en 1987) compte tenu d'une forte activité conventionnelle et de la reprise des revendications salariales. Après avoir été revalorisé de 2,3 % au 1er juin 1988, le SMIC devrait l'être à nouveau de 0,6 % au 1er juillet en raison de la hausse des prix entre avril et mai 1988 et des gains de pouvoir d'achat du TSH. La masse salariale des entreprises non financières non agricoles (ENFNA), hors GEN, progresserait de 4,2 % en glissement (4,1 % en moyenne).

Pouvoir d'achat du revenu disponible												
Taux de croissance en %												
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Revenus salariaux et sociaux	2,0	-0,3	-0,2	1,5	0,2	0,1	1,7	1,3	0,3	2,4	0,1	1,3
Salaires nets	0,6	-0,7	-0,4	0,8	-0,2	0,1	-0,1	0,4	-0,1	1,1	-0,8	0,5
salaires bruts	0,8	0,0	-0,2	1,3	0,1	0,1	0,8	1,1	0,2	1,7	0,1	1,0
dont ENFNA hors GEN	0,8	0,5	0,1	0,7	0,7	0,4	1,2	0,8	1,1	1,6	0,6	1,3
cotisations salariés	2,1	3,8	1,5	3,6	1,9	-0,2	5,9	5,1	1,7	5,1	5,3	4,1
Prestations sociales	3,9	0,2	0,1	2,6	0,6	0,3	4,1	2,7	0,9	4,4	1,4	2,6
dont sécurité sociale	4,6	0,2	0,4	1,8	1,7	0,6	4,8	2,2	2,3	4,5	1,7	3,3
EBE des entreprises individuelles	4,6	2,5	-0,5	1,2	0,6	1,0	7,1	0,7	1,6	7,0	1,7	1,8
Revenu disponible brut avant impôts	2,1	0,4	0,4	1,7	0,5	0,6	2,5	2,1	1,1	2,9	1,0	2,0
Impôt sur le revenu	11,3	-1,0	0,8	4,8	-2,5	2,7	11,2	5,5	0,2	3,5	4,3	0,4
REVENU DISPONIBLE BRUT	1,4	0,7	0,4	1,5	0,8	0,0	2,1	1,9	0,8	2,8	1,0	2,1
Déflateur : prix de la consommation des ménages	0,9	1,3	2,0	1,0	1,4	1,8	2,2	3,0	3,2	2,6	3,2	2,7

LE REVENU DES MENAGES

Du TSH à la masse salariale des ENFNA hors GEN

	Glissements semestriels				Moyennes annuelles	
	87.I	87.II	88.I	88.II	1987	1988
					%	
Taux de salaire horaire *	1,8	1,7	1,8	2,2	3,5	3,7
Effectifs *	0,2	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,3
Durée *	0	0	0	0	0	0
Indicateur de la masse salariale des ENFNA	2,0	1,6	2,1	2,2	3,7	4,0
Masse salariale des ENFNA	2,1	1,8	2,1	2,2	3,7	4,1

* milieu de trimestre, CVS, pondération comptes trimestriels

De la masse salariale des ENFNA hors GEN à la masse salariale reçue par les ménages (contributions)

	Part en % en 1987	Glissements semestriels				Moyennes annuelles	
		87.I	87.II	88.I	88.II	1987	1988
Entreprises non financières	67	1,3	1,2	1,2	1,4	2,4	2,5
<i>dont : ENFNA hors GEN</i>	60	1,2	1,1	1,2	1,3	2,2	2,4
<i>GEN</i>	6	0,1	0,1	0	0,1	0,1	0,1
<i>Agriculture</i>	1	0	0	0	0	0	0
Entreprises d'assurances, organismes financiers et administrations privées	5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Administrations publiques	26	0,4	0,9	0,1	0,3	0,7	0,9
Ménages hors EI, reste du monde	2	0	0	0	0	0	0,1
Masse salariale reçue par les ménages	100	1,8	2,3	1,5	1,9	3,3	3,8

Du taux de salaire horaire ouvrier (TSH) à la masse salariale reçue par les ménages

Le calcul des masses salariales dans les comptes nationaux trimestriels et pour la note de conjoncture 1/ s'effectue selon une approche sectorielle, à l'aide d'indicateurs de salaires horaires, de salaires par tête, d'effectifs et de durée.

Les principaux indicateurs pour le champ des entreprises non financières non agricoles hors grandes entreprises nationales (ENFNA hors GEN) proviennent de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main d'oeuvre (ACEMO) du ministère des affaires sociales et de l'emploi. Ces indicateurs sont ensuite corrigés d'un biais moyen afin d'intégrer les nombreux éléments non pris en compte par cette enquête : les primes, la dérive entre les salaires ouvriers et ceux des autres catégories, le glissement vieillesse technicité (GVT), la structure des emplois, l'évolution du chômage partiel...

Le biais moyen est issu d'une comparaison en longue période des indicateurs conjoncturels avec les masses salariales des comptes nationaux élaborées à partir des sources fiscales des entreprises. Celles-ci ne deviennent exhaustives que lors de l'année $n+3$. Le caractère provisoire des évolutions salariales des trois dernières années doit donc être particulièrement souligné au vu des profondes mutations qui sont intervenues dans la gestion des salaires, de l'emploi et de la durée du travail des entreprises.

Ce champ des ENFNA hors GEN représente 60 % de l'ensemble des salaires versés aux ménages. La part des autres secteurs explique une grande partie des écarts qui peuvent exister entre l'évolution de la masse salariale reçue par les ménages et celle du TSH qui est souvent commenté en tant que tel comme indicateur de l'évolution globale des salaires.

1/ Les hypothèses d'évolution retenues pour le TSH dans la note de conjoncture reposent sur une relation économétrique : celle-ci tient compte d'une indexation partielle du TSH sur les prix, des hausses du SMIC et du taux de chômage des hommes adultes sur les salaires ouvriers. Les estimations résultant de cette relation ont été ajustées en fonction de données qualitatives et en particulier de données concernant l'état des négociations dans les conventions collectives.

LA CONSOMMATION DES MENAGES

Consommation (y compris non marchande) totale et principales composantes

%

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1986	1987	1988	1986	1987	1988
	Consommation totale	2,2	0,4	1,0	2,0	0,8	1,0	2,6	3,1	1,8	3,4	2,4
- Alimentation (21 %)	1,1	0,4	0,6	0,8	0,7	0,8	1,5	1,4	1,5	1,5	1,4	1,4
- Energie (10 %)	1,4	-4,1	3,2	3,4	-1,4	1,5	-2,8	6,8	0,1	3,0	2,3	-0,6
- Services (37 %)	2,5	1,6	1,7	1,3	1,9	1,9	4,1	3,0	3,8	4,2	3,3	3,5
- Manufacturés (31 %)	3,2	0,4	-0,1	3,6	0,2	0,0	3,5	3,5	0,2	4,5	2,1	2,4
. Durables (9 %)	8,2	1,9	0,1	8,9	-2,6	-0,2	11,1	9,0	-2,8	9,2	6,8	2,5
. Textile-cuir (8 %)	0,3	-2,6	-0,7	1,7	0,0	-0,5	-2,3	1,0	-0,5	2,1	-1,8	1,2
. Autres	1,6	1,1	0,0	1,2	2,3	0,5	2,7	1,2	2,8	3,0	1,3	3,0

Taux d'épargne

%

	Niveaux semestriels						Niveaux annuels		
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1986	1987	1988
	Taux d'épargne	13,6	12,9	12,2	12,0	12,2	11,5	13,3	12,1
Taux d'épargne financière	4,4	3,8	3,0	2,9	2,9	2,2	4,1	3,0	2,7

LA CONSOMMATION DES MENAGES

S'étant redressé vivement au deuxième trimestre 1987, le pouvoir d'achat a continué à progresser de façon marquée jusqu'à la fin de l'année. La consommation totale a donc elle-même crû très sensiblement au second semestre (à un rythme annuel moyen d'environ 4 %), tout particulièrement dans ses composantes les plus sensibles aux mouvements de revenu : biens durables (qui ont crû de près de 9 % au cours du seul second semestre), et plus encore parmi ceux-ci, automobiles, dont les immatriculations - favorisées en outre par une baisse de taux de TVA - ont atteint un niveau record au quatrième trimestre.

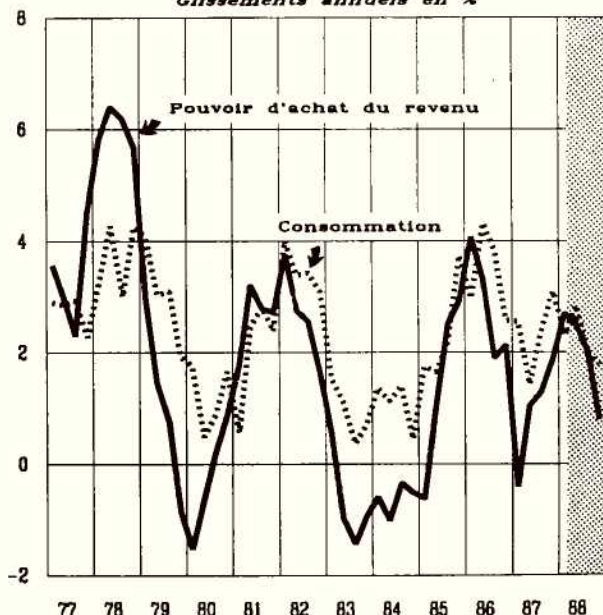
Au début de l'année 1988, l'évolution de la consommation a été marquée par la clémence inhabituelle du climat, qui a induit une consommation d'énergie particulièrement faible pour la saison. Comme il n'y a pas lieu d'envisager un quelconque rattrapage, il est très probable que sur l'ensemble de l'année 1988, la consommation d'énergie par les ménages stagnera.

Par ailleurs, de moindres dépenses d'énergie en début d'année ont sans doute permis aux ménages d'effectuer sur d'autres postes des achats plus importants que ne l'aurait laissé attendre le ralentissement de leurs revenus. C'est ainsi que des immatriculations d'automobiles particulièrement élevées en janvier permettent à la consommation des ménages en produits manufacturés de continuer à progresser au premier trimestre 1988, même si depuis février chaque mois conforte l'idée d'une stagnation, avec un repli plus ou moins marqué sur les biens durables (les immatriculations d'automobiles, notamment, une fois corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, se sont stabilisées à un niveau mensuel encore élevé, d'environ 175.000).

Ce ralentissement de la consommation ne devrait pas toutefois s'accuser davantage d'ici la fin de l'année : le pouvoir d'achat cesserait en effet de progresser mais ce plafonnement ne devrait avoir qu'un impact retardé sur la consommation ; de ce fait le taux d'épargne, stabilisé depuis le début 1987, baisserait de manière marquée au second semestre ; cet ajustement transitoire par l'épargne, habituel lors des phases de ralentissement du pouvoir d'achat, pourrait être facilité par le sentiment d'amélioration de l'emploi exprimé par les ménages lors de l'enquête de mai. Le recours au crédit resterait alors fort, sans toutefois accélérer comme au cours des deux dernières années. Comme l'indiquent les intentions d'achat des ménages, les immatriculations d'automobiles neuves sont susceptibles de fléchir au second semestre, mais d'autres postes (électroménager, textile-habillement) pourraient assez bien résister.

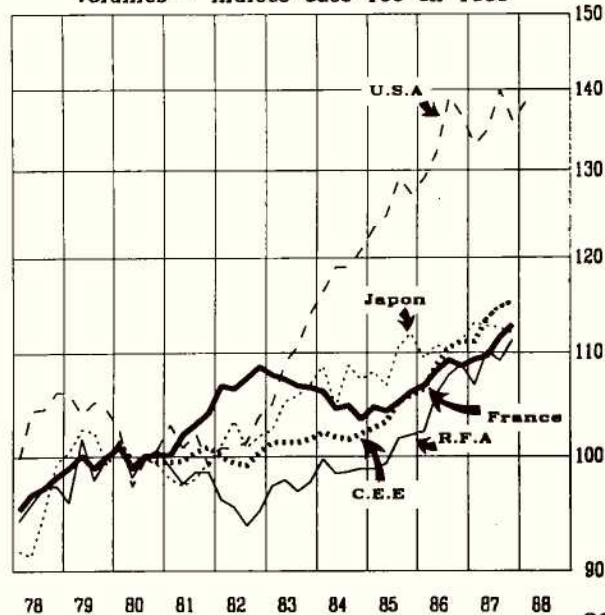
Revenu et consommation des ménages

Glissements annuels en %



Consommation de produits manufacturés

Volumes - Indices base 100 en 1980



LA PRODUCTION

Après s'être nettement redressée depuis le printemps 1987, la production manufacturière a encore crû très fortement au premier trimestre 1988 si bien que sur les quatre derniers trimestres connus elle a progressé de 6,5 %. En partie due au climat favorable et au nombre plus élevé de jours ouvrables (facteurs qui en eux-mêmes appellent une correction au deuxième trimestre), l'accélération du premier trimestre semble avoir surpris par sa vivacité les industriels eux-mêmes : depuis le début de l'année, les perspectives personnelles de production exprimées dans les enquêtes sous-estiment significativement la production telle qu'elle est jugée a posteriori.

Cette croissance a été largement tirée par la demande inter-industrielle et par l'extérieur : c'est en effet la branche des biens intermédiaires qui a été la plus dynamique et dont les carnets de commande étrangers sont particulièrement hauts, en liaison avec une activité mondiale dans l'industrie et dans la construction plus forte que généralement prévu fin 1987. La branche des biens d'équipement continue à bénéficier du fort investissement productif, tandis que l'automobile profite de la prolongation de la vague d'achats de véhicules neufs par les ménages. La branche des biens de consommation reste quelque peu à l'écart de ce mouvement de hausse, à la fois parce que la consommation des ménages en produits manufacturés tend à se ralentir et parce qu'une large partie de cette demande échappe maintenant à l'industrie française.

Il paraît peu concevable de maintenir ce rythme de croissance industrielle au second semestre, ne serait-ce qu'en raison de l'utilisation élevée des capacités de production dans certains secteurs. D'ailleurs les industriels eux-mêmes continuent à émettre dans les dernières enquêtes des jugements plus modérés sur leur production à venir : s'ils ne jugent pas que la croissance doit s'interrompre à court terme, il leur paraît généralement que la hausse de leur activité devrait se ralentir au cours des prochains mois, malgré une demande globale encore jugée forte et des stocks légers. Compte tenu de l'évolution prévisible de la demande, ce jugement paraît maintenant plus assuré.

Au total, la croissance de la production manufacturière serait particulièrement forte en moyenne annuelle pour toutes les branches en 1988, mais le rythme de cette croissance serait beaucoup moins vif au second semestre qu'au premier.

Production par branche													%
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles			
	86.I	86.II	87.I	87.II	88.I	88.II	1986	1987	1988	1986	1987	1988	
	Agro-alimentaire	-0,5	1,5	0,1	0,8	0,4	0,4	1,0	0,9	0,8	0,9	1,5	1,1
Energie	-4,0	-5,9	3,9	3,8	-1,9	2,1	-9,7	7,8	0,3	-3,9	1,1	0,9	
Manufacturés	1,8	-0,5	1,8	1,6	2,3	0,8	1,3	3,4	3,1	0,9	2,2	4,3	
Biens intermédiaires	1,8	-0,2	2,1	1,9	3,2	1,2	1,6	4,0	4,4	1,2	2,4	5,6	
Biens d'équipement	0,3	-1,9	7,0	1,4	2,6	1,5	1,6	8,6	4,1	-1,7	1,9	4,1	
Auto	5,6	3,1	4,9	2,0	3,8	0,9	8,9	7,0	4,7	6,0	6,5	7,3	
Biens de consommation	1,3	-1,0	0,4	1,2	0,2	-0,1	0,3	1,6	0,1	1,4	0,5	1,7	
Commerce	3,3	0,2	0,4	1,9	0,7	0,5	3,5	3,3	1,2	5,0	1,7	1,1	
Services	2,9	2,3	2,4	2,2	2,2	2,1	5,2	4,6	4,3	4,9	4,8	4,6	
BTP	1,9	1,6	1,8	2,3	2,8	0,9	3,5	4,1	3,7	3,1	3,7	4,8	

La production de la branche Bâtiment Génie Civil et Agricole s'est accélérée au cours de l'année 1987. Ce mouvement s'amplifie début 1988 où, à la différence des années précédentes, l'absence d'intempéries favorise particulièrement le BTP. Le niveau élevé d'activité ainsi atteint se conjugue à des perspectives de production toujours favorables pour faire penser que la croissance de cette branche devrait être, en moyenne annuelle, supérieure en 1988 à celle de l'an passé : dans le bâtiment, par exemple, les mises en chantier de logements neufs pourraient dépasser 325.000, soit une nouvelle progression d'environ 5 % par rapport à l'année précédente. En profil cependant, la très forte activité du premier trimestre ayant en partie un caractère exceptionnel, la croissance de la production dans le BTP devrait être plus modérée au second semestre, comme le laisse présager le plafonnement (à un haut niveau) des opinions émises par les professionnels dans les dernières enquêtes de conjoncture.

Quoiqu'à un rythme inférieur à celui de l'an passé, la production agricole devrait continuer à progresser en 1988, du moins selon les indications très partielles dont on dispose à cette époque de l'année : notamment, hausse des rendements mais baisse des superficies pour les céréales (et mouvement opposé pour les oléagineux), poursuite des abattages des vaches pour respecter les quotas laitiers européens, mais à un rythme ralenti.

La production de la branche énergie, sensible aux aléas climatiques, a baissé au premier trimestre en raison d'appels d'électricité basse tension particulièrement faibles pour la saison et d'une moindre demande de fioul domestique. Cette baisse serait tout juste rattrapée sur le reste de l'année grâce à un redressement des activités de raffinage.

Production de produits manufacturés

